

## Pourquoi nous, habitants de Genève et parents d'enfants scolarisés, soutenons la grève de la fonction publique ?

La grève actuelle d'un grand nombre de fonctionnaires, majoritairement du personnel des HUG et des enseignants, vient répondre à la volonté des autorités cantonales de diminuer les impôts sur le bénéfice des entreprises et de **compenser cette perte fiscale d'environ 650 millions de francs en réduisant les prestations à la population** : santé, éducation, transports, etc.

Dans l'enseignement primaire, et malgré l'augmentation annoncée du nombre d'élèves, environ 130 postes seront supprimés, avec, en conséquence, une **dégradation de l'accueil et de l'accompagnement des enfants dans leurs apprentissages** :

- augmentation des effectifs de classe,
- suppression du travail en demi-classe
- suppression ou réduction des heures avec des enseignants spécialistes : art, musique, éducation physique,
- réduction du nombre de cours de soutien pour les enfants en difficulté scolaire,
- moins d'aide pour les élèves non francophones,
- diminution de la présence des infirmières et des assistants sociaux dans les écoles,
- moins d'entretien du matériel et des bâtiments, etc.

**Alors que la population vient d'accepter l'introduction du mercredi matin d'école, sur la base de la promesse que des postes d'encadrement supplémentaires seraient créés, le gouvernement envisage aussitôt de les supprimer!**

En tant que parents d'élèves, **nous ne comprenons pas et refusons que la qualité de l'instruction publique ne soit pas une priorité des autorités politiques de notre canton**, et que ce soit aux classes moyennes et au bas revenus ainsi qu'à nos enfants de payer pour la prospérité des actionnaires d'entreprises.

La qualité du service public qu'a connue la fin du XXe siècle n'est pas tombée du ciel : des gens de tous bords se sont battus pour cela, qui avaient fait de la qualité de vie et du bien-vivre ensemble, pour eux-mêmes et pour les générations à venir, une priorité politique. Aujourd'hui, **nous aussi refusons que la qualité soit demain réservée à ceux qui peuvent se l'offrir à coup d'écoles et de cliniques privées !**

**Pour toutes ces raisons, nous, habitants de Genève et parents d'élèves scolarisés, n'enverrons pas nos enfants à l'école, quitte à organiser des tournus de garde, tant que l'appel à la grève sera maintenu !**

Contact : Parents pour un service public pour tous,  
shdahan@gmail.com

### Comment s'est fabriquée la « crise » des finances de l'État ?

Les attaques à la qualité du service public qu'on veut nous imposer aujourd'hui font suite à une longue série de coupes, dont chacune, seule, peut sembler supportable, mais qui prises dans leur ensemble sont un véritable **démantèlement du secteur public** sur les 15 dernières années, et qui se prolongera sur les 15 prochaines si l'on n'y met pas le holà.

### Un rapide coup d'œil dans le rétroviseur :

Dès 2000 : baisse d'impôts accordée aux revenus élevés : il y a eu 110 millions CHF de rentrées fiscales en moins par an de 2000 à 2002, 200 millions jusqu'en 2004 puis quelque **250 millions CHF annuels** à partir de 2005.

Entre 2000 et 2007 : le crash de la Banque Cantonale de Genève et le transfert de la faillite due au soutien de la banque à des opérations de spéculation immobilière, a signifié une perte de **2,2 milliards CHF** pour le canton, payés par le contribuable.

2007 : diminution de l'impôt sur le capital des personnes morales dans laquelle les caisses de l'État ont perdu quelque **10 millions CHF annuels**.

2009 : réduction de l'imposition des propriétaires en cas de transmission d'une entreprise, ce sont **30 millions CHF annuels** que l'État a perdus.

Dès 2011 : introduction du bouclier fiscal. La perte fiscale a été estimée à **400 millions CHF annuels** après 2012.